

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 33, du 13 au 19 août 2018

- **Actualité régionale : douanes françaises : les échanges commerciaux entre la France et les pays de la zone au 1^{er} semestre 2018 ;**

- **Nigéria : croissance révisée à 2,3% en 2019 (FMI) et maintien du taux directeur à 14% dans un contexte de légère désinflation ; augmentation de la dette publique de 16% en g.a. à 73 Mds USD au 30 juin 2018 ; création d'une nouvelle compagnie aérienne nationale d'ici la fin de l'année ; vers une mise en production de la raffinerie de Dangote en 2022 au lieu de 2020 ? ;**

- **Ghana : limogeage du ministre de l'Energie ghanéen ; la Banque centrale du Ghana retire leur licence à cinq nouveaux établissements bancaires ; le Cedi de nouveau fragilisé par le mouvement de retrait des investisseurs de portefeuille étrangers ;**

- **Libéria : la France signe un appui budgétaire de 5 M EUR pour l'emploi des jeunes.**

Actualité régionale

Douanes françaises : les échanges commerciaux entre la France et les pays de la zone au 1^{er} semestre 2018.

En k EUR	Exportations FAB			Importations CAF			Solde		Rang des clients		Rang des fournisseurs	
	S1 2017	S1 2018	Evolution %	S1 2017	S1 2018	Evolution %	S1 2017	S1 2018	Monde	ASS	Monde	ASS
Nigéria	698 546	277 187	-60,3	1 102 305	1 727 223	56,7	-403 759	-1 450 036	67	5	31	1
Ghana	89 710	111 132	23,9	120 327	184 908	53,7	-30 617	-73 777	94	14	73	7
Sierra Leone	10 159	6 780	-33,3	10 833	7 713	-28,8	-674	-933	166	37	139	27
Libéria	5 097	4 702	-7,8	7 926	27 362	245,2	-2 829	-22 660	177	40	109	17

France-Nigéria : forte augmentation des importations françaises principalement composées de pétrole brut et de gaz creusant le déficit commercial français. [Les échanges bilatéraux ont progressé de 11,3% à 2 Mds EUR porté par la forte augmentation des importations françaises en provenance du Nigéria](#) (+56,7% à 1,7 Md EUR) composées quasi exclusivement d'hydrocarbures naturels (92,5%), le pays devenant le 3^{ème} fournisseur d'hydrocarbures naturels de la France au monde (8^{ème} en 2017). En revanche, les exportations françaises ont fortement baissé de 60,3% à 277 M EUR du fait du recul des ventes de produits pharmaceutiques qui ne représentent plus de 7% des exportations contre plus de 60% l'an passé. En revanche, les ventes de produits pétroliers raffinés (1/4 des exportations françaises) ont augmenté de plus de 280% à 68,2 M EUR, recouvrant ainsi leur rang de premier poste de ventes perdu en 2016 au profit des produits pharmaceutiques. Le déficit commercial structurel de la France (12^{ème} déficit commercial au monde) s'est mécaniquement creusé, passant de 403,8 M EUR au premier semestre 2017 à 1,5 Md EUR cette année.

France-Ghana : forte progression des échanges bilatéraux à plus de 140% du fait combiné d'une augmentation des exportations et des importations françaises. Les exportations françaises ont progressé de 23,9% à 111,1 M EUR, les principaux postes de ventes affichant une augmentation à l'instar des produits des industries agroalimentaires (+42,2% à 29,6 M EUR) ou encore des machines industrielles et agricoles (+34,5% à 25,3 M EUR). Les importations françaises ont également progressé de 53,7% à 184,9 M EUR, notamment composées à 30,3% de plantes à boissons (56 M EUR), 27,8% de pétrole brut (51,4 M EUR), 20,1% de cacao (31,2 M EUR) et 9,3% de préparations et conserves à base de poisson (17,3 M EUR). Le déficit commercial français a plus que doublé passant de 30,6 M EUR au premier semestre 2017 à 73,8 M EUR cette année.

France-Libéria : très forte progression des achats français en provenance du Libéria composés à plus de 93% de minerai de fer. [Les échanges bilatéraux ont ainsi fortement progressé de plus de 146% en glissement annuel, pour s'établir à 32,1 M EUR.](#) Par ailleurs, avec la baisse des exportations françaises (-7,8% à 4,7 M EUR), le déficit commercial français s'est fortement creusé passant de 2,8 M EUR au premier semestre 2017 à 22,7 M EUR cette année. Les ventes françaises affichent un profil diversifié : les produits des industries agroalimentaires constituent près de 27% de nos

exportations (au premier rang desquels le sucre et les viandes de volaille) ; les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique constituent quant à eux, 43,2% des ventes.

France-Sierra Leone : diminution des échanges bilatéraux de l'ordre de 30% à 14,5 M EUR du fait combiné d'une baisse des exportations (-33,3%) et des importations (-28,8%) françaises. Le déficit s'est creusé passant de 674 k EUR au S1 2017 à 933 k EUR cette année. [Les exportations françaises vers la Sierra Leone se composent à 58,3% de produits des industries agroalimentaires](#), le sucre constituant à lui-seul plus de 40% des ventes françaises. Contrairement au Libéria, le profil des achats français en Sierra Leone est diversifié : les matériels de transport constituent le 1^{er} poste à près de 40% des importations françaises (3,1 M EUR) (quasi exclusivement composé de véhicules automobiles). La France n'a pas importé de minerais métalliques au premier semestre 2018 alors qu'il s'agissait du premier poste d'achats l'an passé (3,8 M EUR soit 35% des importations françaises).

La CEDEAO a élu le Président nigérian Muhammadu Buhari à sa tête pour un an.

Les chefs d'Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)) [se sont réunis mardi 31 juillet à Lomé \(Togo\), pour la 53^{ème} session ordinaire de l'institution. A cette occasion, le président nigérian Muhammadu Buhari a été élu par ses pairs \(en présence de 12 des 15 chefs d'Etat\) pour présider pour un an](#) la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO. Il succède au Président togolais, Faure Gnassingbé, qui a passé près de quatorze mois à la tête de l'organisation régionale. [La prochaine session ordinaire se tiendra donc en décembre 2018 à Abuja](#). Outre cette élection, les discussions ont porté sur la crise politique togolaise ainsi que sur la situation politique en Guinée Bissau, et les élections présidentielles maliennes du 29 juillet. [Par ailleurs, lundi 30 juillet s'est tenu le premier sommet conjoint entre la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale \(CEEAC\) et la CEDEAO, qui a porté sur les questions sécuritaires en Afrique de l'Ouest](#). Les pays membres des deux organisations ont été invités à soutenir la force multinationale mixte du bassin du Lac Tchad, ainsi que la force du G5 Sahel, dans la lutte contre le terrorisme.

Nigéria

Croissance révisée à 2,3% en 2019 (FMI) et maintien du taux directeur à 14% dans un contexte de légère désinflation.

Selon les dernières [perspectives de croissances du FMI, publiées en juillet 2018, la croissance nigériane pour 2019 est révisée à la hausse de 0,4 pts à 2,3%](#), notamment en raison des perspectives favorables pour les prix du pétrole. Pour rappel, le pays est sorti de récession à partir du deuxième trimestre 2017, lui permettant d'enregistrer sur l'année 2017 une croissance de 0,82% contre une contraction de 1,58% en 2016. [L'inflation poursuit son recul au mois de juillet, à 11,14% en glissement annuel contre 11,23% au mois de juin](#) selon le dernier rapport du Bureau nigérian de la statistique (NBS), pour le 18^{ème} mois consécutif. Autre indicateur positif, le mois de [juillet a constitué la 16^{ème} expansion consécutive du PMI, enregistré à 56,8](#). Par ailleurs, dans un contexte de reconsolidation des réserves de change (47,5 Mds USD en moyenne en juillet), [le comité de politique monétaire qui s'est réuni les 23 et 24 juillet a décidé de maintenir ses taux inchangés](#) : i) le taux directeur à 14% ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5% ; iii) le ratio de liquidité à 30% ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pbb.

Augmentation de la dette publique de 16% en g.a. à 73 Mds USD au 30 juin 2018.

Les derniers chiffres du bureau de gestion de la dette font état au 30 juin 2018 d'une [augmentation de la dette publique de 16% en glissement annuel à 73 Mds USD](#) dont 70% au titre de la dette domestique. Cette forte augmentation s'explique par [l'accroissement de la dette externe de 47% à 22,1 Mds USD](#), représentant 30% de la dette totale (contre 23% l'an passé) du fait principalement des émissions récentes d'Eurobonds (au total 8,5 Mds USD). La dette commerciale constitue à présent 40% de la dette externe contre 22% l'an passé. La dette multilatérale a également progressé mais dans une moindre mesure de 13%, composée à près de 80% de créances auprès du groupe Banque mondiale. Du côté des créanciers bilatéraux, la Chine se maintient en tête avec une dette nigériane de près de 2 Mds USD soit 80% de la dette bilatérale. [Du côté de la dette domestique, le stock a progressé de 4% à 51 Mds USD, l'année écoulée ayant été marquée par une diversification des instruments domestiques](#) avec les émissions d'un Sukuk Bond et d'un Green bond. Enfin, la dette des Etats fédérés représente 22% de la dette domestique totale, en progression de 16% en g.a.. Pour rappel, le FMI table sur une progression de la dette publique en 2018 à 26,8% du PIB (contre 23,4% du PIB l'an passé).

Création d'une nouvelle compagnie aérienne nationale d'ici la fin de l'année.

Le Nigéria va lancer [une nouvelle compagnie aérienne nationale, Nigeria Air](#), qui devrait entrer en opération le 19 décembre prochain avec une première flotte de 5 avions et compter un total de 30 aéronefs sur les 5 prochaines années. Le coût du lancement de cette compagnie est estimé à plus de 300 M USD. [Un appel d'offre a été effectué dans le cadre d'un partenariat public-privé sur lequel Ethiopian Airlines s'est positionné](#) ; le gouvernement nigérian ne détiendrait pas

plus de 5% de la nouvelle compagnie. Pour rappel, le Nigéria disposait d'un transporteur national, Nigeria Airways Limited, créé en 1958, mais qui du fait de difficultés financières majeures et d'une baisse du nombre de passagers, a été mis en liquidation en 2003.

Vers une mise en production de la raffinerie de Dangote en 2022 au lieu de 2020 ?

En cours de construction près de Lagos, [la raffinerie du groupe Dangote d'une capacité de 650 000 barils pourrait débiter sa production plus tardivement que prévu en 2022 contre 2020](#) comme initialement annoncé, selon certains professionnels du secteur. Le directeur exécutif du groupe Dangote, Devakumar Edwin, a réfuté ces affirmations et a déclaré que 95% des travaux d'ingénierie ont été réalisés ainsi que 90% des achats. Ce projet d'une valeur totale de 14 Mds USD pourrait faire passer le Nigéria du statut d'importateur de produits raffinés à celui d'exportateur. Par ailleurs, les Présidents nigérian et nigérien [Muhammadu Buhari et Mahamadou Issoufou, ont présidé fin juillet la signature d'un MoU pour la création d'une raffinerie dans l'Etat de Katsina](#), d'une capacité de 150 000 bpi, sur fonds privés et alimentée exclusivement par du brut nigérien. De plus, [la société nationale du Pétrole \(NNPC\) envisagerait d'établir deux raffineries d'une capacité de 100 000 barils par jour chacune](#) à Port Harcourt (Etat de Rivers) et Warri (Etat du Delta). Autre actualité du secteur : le volet gouvernance de la loi sur l'industrie pétrolière (PIGB), avalisé par les deux chambres en juin dernier, [n'a toujours pas été ratifié par le gouvernement. Pour rappel, la loi annoncée depuis 2007, a été scindée en 4 sous-parties](#) : gouvernance (PIGB), administration (PIAB), fiscalité (PIFB) et impact sur les communautés (PHICB).

Le Nigéria bientôt 3^{ème} exportateur de GNL ?

[La société NLNG \(Nigeria Liquefied Natural Gaz\) vise une décision finale d'investissement d'ici décembre 2018 pour une nouvelle usine de gaz située sur Bonny Island, pour un montant de 7 Mds USD](#). Cet investissement porterait la capacité de production de NLNG de 22 à 30 mtpa, soit le 3^{ème} producteur au monde de gaz naturel liquéfié (GNL) après le Qatar et l'Australie. Pour rappel, la société NLNG est détenue à 49% par l'Etat nigérian à travers la NNPC, à 25,6% par Shell, à 10,4% par Total LNG Nigeria et également à 10,4% par Eni.

Obtention d'un prêt syndiqué de plus de 650 M USD par la filiale nigériane de l'opérateur téléphonique MTN.

[MTN a conclu un accord de prêt de 200 Mds NGN avec un consortium de 12 banques](#) (UBA, Union Bank, CitiBank, Diamond Bank, Ecobank, First Bank, Standard Chartered Bank, UBA, Union Bank, etc.). D'une durée de 7 ans (cinq ans de remboursement et deux ans de moratoire, libellé en naira), il permettra à la compagnie de réaliser des investissements pour l'amélioration de ses services télécoms et internet et son expansion. Pour rappel, [la filiale MTN a été condamnée en 2015 par les autorités nigérianes à payer une amende record de plus de 1 Bn NGN ramenée finalement à 330 Mds NGN](#), suite au non-respect de l'échéance fixée pour radier les comptes de ses utilisateurs non enregistrés. MTN domine le marché de la téléphonie mobile au Nigéria avec 41% de parts de marché, suivi par Globacom (25%), Airtel (24%) et 9mobile (10%) (NCC, juin 2018).

Ghana

Limogeage du ministre de l'Energie ghanéen.

Le Président Akufo Addo a décidé, le 6 août, de [limoger, avec effet immédiat, son ministre de l'Energie, Boakye Aguarko, remplacé par John Peter Ameru, précédemment l'un des 19 ministres d'Etat, en charge des Ressources naturelles](#). Cette décision a été justifiée par la renégociation dans des conditions pour le moins surprenantes d'un contrat d'achat en BOT (*Build-Operate-Transfer*) d'une centrale électrique attribuée en 2015, par l'ancien gouvernement, à l'entreprise émirienne AMERI. Alors qu'il est admis que le contrat initial s'était déjà traduit par une surfacturation de plus de 200 MUSD, l'ex ministre avait décidé d'étendre de 15 ans le BOT (l'accord initial prévoyait un transfert de propriété à l'Etat ghanéen en 2020) en le faisant gérer par une structure tiers pour un montant supplémentaire de 472 M USD au grand dam de l'opposition et des *think tanks* locaux abondamment relayés par la presse qui ne relâche pas sa pression pour que de nouvelles têtes tombent.

La Banque centrale du Ghana retire leur licence à cinq nouveaux établissements bancaires.

[La Banque centrale du Ghana a décidé, le 1^{er} août, de supprimer leurs licences à cinq établissements bancaires \(Sovereign Bank, Beige, Royal Bank, Construction Bank, et Uni Bank, cette dernière ayant déjà été placée sous tutelle au début de l'année\)](#). Ces retraits s'ajoutent aux mises en faillite de UT et Capital Bank l'année passée. Les raisons invoquées pour cette décision sont principalement les informations falsifiées fournies dans leurs dossiers de demande de licence ainsi que des prêts accordés aux actionnaires et à des proches des dirigeants de ces établissements (à concurrence de 75% du montant total des encours dans le cas de Uni Bank) sans garanties, voire à taux zéro, expliquant un niveau très élevé de créances douteuses culminant à 79% pour Royal Bank. Les actifs et dettes de ces établissements

ont été transférés à Consolidated Bank , structure de défaillance récemment créée par l’Etat, administrée par KPMG et financée par une émission d’obligations d’un montant de 5,7 Mds Ghcs (un peu plus d’1 Md USD) correspondant au montant total du passif des cinq banques. Cette décision de la Banque centrale met une fois de plus en avant la fragilité des établissements ghanéens moins bien armés que leurs concurrents étrangers pour faire face à l’augmentation du capital minimum requis (de 120 à 400 M Ghcs) qui doit entrer en vigueur le 31 décembre de cette année.

Le Cedi de nouveau fragilisé par le mouvement de retrait des investisseurs de portefeuille étrangers.

Entre avril et juin, les flux sortant d’investissements de portefeuille ont représenté 1 Md USD correspondant, pour l’essentiel, à la vente d’obligations par des investisseurs étrangers. Ce mouvement est la conséquence de la hausse des taux américains provoquant une désaffection envers les marchés de la dette des pays émergents, avec des effets d’autant plus aigus au Ghana que 62% du marché obligataire est détenu par des non-résidents. Cette forte concentration renforce la volatilité de la couverture du besoin de financement extérieur du pays et de sa monnaie : alors qu’il avait regagné 0,26% au premier trimestre, le Cedi s’est ainsi déprécié de 5,7% au cours des six premiers mois de l’année, contre 4,7% sur l’ensemble de l’année précédente et pour les seules deux dernières semaines de juin, il a perdu 2,4%.

Libéria

La France signe un appui budgétaire de 5 M EUR pour l’emploi des jeunes.

Les gouvernements libériens et français ont signé le 24 juillet un [accord de financement de 5 M EUR, représentés pour le Libéria par le ministre des Finances et de la planification, Samuel Tweah, et pour la France par son Ambassadeur, Terrence Wills](#), ainsi que par le directeur pays de l’Agence française de développement (AFD), Bruno Leclerc (basé à Abidjan). L’accord prévoit un appui budgétaire, sous forme de subvention de 5 M EUR de l’AFD, versé d’ici à 2019 et destiné à l’emploi des jeunes au Libéria. M. Tweah a remercié la France et affirmé que son gouvernement s’emploierait à la transformation du secteur privé. [Pour rappel, cet accord fait suite à la visite du président George Weah en France en février dernier.](#)

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.
